

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

23 DÉCEMBRE 1975

PROJET DE LOI

relatif aux mesures de redressement économique.

I. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. DERUELLES.

CHAPITRE VIII (nouveau).

Sous un chapitre VIII (nouveau) intitulé comme suit :

« Association des holdings à la planification économique, modifiant le statut des sociétés à portefeuille et relatif à la modification de la structure en capital de certaines sociétés »

ajouter des articles 54 à 74 (nouveaux) libellés comme suit :

« Section I. »

Association des holdings à la planification économique.

Art. 54.

Sont soumises aux dispositions du présent chapitre :

1° les sociétés de droit belge qui possèdent des participations dans une ou plusieurs sociétés filiales belges ou étrangères, leur conférant en droit ou en fait le pouvoir de diriger, seules ou en collaboration avec d'autres, l'activité de ces sociétés filiales, pour autant que la valeur de ces participations dans les sociétés filiales atteigne au total cinq cents millions de F au moins.

2° les sociétés de droit belge qui sont filiales ou sous-filiales de sociétés étrangères détenant directement ou indirectement des participations dans des sociétés de droit belge, pour autant que la valeur de ces participations atteigne au total cinq cents millions de F au moins.

Voir :

738 (1975-1976) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendement.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

23 DECEMBER 1975

WETSONTWERP

betreffende de economische herstelmaatregelen.

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DERUELLES.

HOOFDSTUK VIII (nieuw).

Onder een hoofdstuk VIII (nieuw) luidend als volgt :

« Organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning, tot wijziging van het statuut der portefeuillemaatschappijen en met betrekking tot de wijziging van de kapitaalstructuur van bepaalde vennootschappen »

de artikelen 54 tot 74 (nieuw) toevoegen, luidend als volgt :

« Afdeling I.

Associatie van de holdings bij de economische planning.

Art. 54.

Aan de bepalingen van dit hoofdstuk zijn onderworpen :

1° de vennootschappen naar Belgisch recht die in één of meer Belgische of buitenlandse filialen participaties bezitten, welke hun in rechte of in feite de macht verlenen om, alleen of in samenwerking met anderen, de bedrijvigheid van deze filialen te leiden, voor zover de waarde van de participaties in de filialen in totaal ten minste vijfhonderd miljoen F bedraagt;

2° de vennootschappen naar Belgisch recht die filialen of sub-filialen van buitenlandse vennootschappen zijn, die rechtstreeks of onrechtstreeks participaties in vennootschappen naar Belgisch recht aanhouden, voor zover de waarde van deze participaties in totaal ten minste vijfhonderd miljoen F bedraagt;

Zie :

738 (1975-1976) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendement.

Ne sont pas soumises aux dispositions de la présente section, les sociétés de droit belge régies par une loi particulière.

Art. 55.

Les sociétés visées à l'article 54 sont associées à l'élaboration des plans d'investissements dans le cadre de la planification économique.

A cet effet, elles communiquent chaque année au Bureau du Plan, à sa demande, une documentation détaillée sur leurs projets d'investissements, sur ceux de leurs filiales et sous-filiales situées en Belgique ainsi que sur ceux de leurs filiales et sous-filiales situées à l'étranger qui sont de nature à avoir, directement ou indirectement, des répercussions sur l'économie belge.

Cependant cette documentation pourra être communiquée de manière globale lorsqu'elle concerne des programmes de recherche technologique ou appliquée.

Art. 56.

Il est interdit aux membres du Bureau du Plan et à son personnel de divulguer des informations à caractère individuel, dont ils ont connaissance en application de la présente section. Les infractions sont punies conformément à l'article 458 du Code pénal.

Art. 57.

Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 10 000 à 50 000 F, ou d'une de ces peines seulement, les administrateurs, gérants ou préposés qui refusent de donner des renseignements qu'ils sont tenus de fournir en vertu de la présente section ou qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets.

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente section.

Art. 58.

Les sociétés sont civilement responsables des condamnations à l'amende et aux dépens prononcés en vertu des dispositions de la présente section contre leurs administrateurs, gérants ou préposés.

SECTION II.

*Modifications
à l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967
organisant le statut des sociétés à portefeuille
et leur association
à la programmation économique.*

Art. 59.

Dans l'intitulé de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille et leur association à la programmation économique, les mots : « et leur association à la programmation économique » sont supprimés.

De vennootschappen naar Belgisch recht die door een bijzondere wet worden beheerst, zijn niet aan de bepalingen van deze afdeling onderworpen.

Art. 55.

De in artikel 54 bedoelde vennootschappen worden betrokken bij de uitwerking van de investeringsplannen in het raam van de economische planning.

Daartoe verstrekken ze het Planbureau elk jaar, op zijn verzoek, een gedetailleerde documentatie over hun investeringsontwerpen, over die van hun filialen en sub-filialen in België evenals over die van hun filialen en sub-filialen in het buitenland welke rechtstreeks of onrechtstreeks een weer-slag kunnen hebben op de Belgische economie.

Deze documentatie mag echter globaal worden medege-deeld wanneer ze op programma's inzake technologisch of toegepast onderzoek slaat.

Art. 56.

De leden en het personeel van het Planbureau mogen de inlichtingen van individuele aard, waarvan zij bij toepassing van deze afdeling kennis krijgen, niet bekendmaken. Over-tredingen worden gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Art. 57.

Met gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met geldboete van 10 000 tot 50 000 F, of met een van die straffen alleen, worden gestraft de beheerders, zaak-voerders of aangestelden die weigeren inlichtingen te geven die zij gehouden zijn te verstrekken krachtens deze afdeling of die wetens en willens onjuiste of onvolledige inlichtingen verschaffen.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbe-grip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de in deze afdeling bepaalde misdrijven.

Art. 58.

De vennootschappen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de veroordelingen tot geldboeten en kosten die wegens overtreding van de bepalingen van deze afdeling tegen hun beheerders, zaakvoerders of aangestelden zijn uitgesproken.

AFDELING II.

*Wijzigingen
in het koninklijk besluit n° 64 van 10 november 1967
tot regeling van het statuut
van de portefeuillemaatschappijen
en hun associatie met de economische programmatie.*

Art. 59.

In het opschrift van het koninklijk besluit n° 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de por-tefeuillemaatschappijen en hun associatie met de econo-mische programmatie worden de woorden : « en hun asso-ciatie met de economische programmatie » geschrapt.

Art. 60.

L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. — § 1^{er}. — Sont soumises aux dispositions du présent arrêté :

1^o les sociétés de droit belge qui possèdent des participations dans une ou plusieurs filiales belges ou étrangères, leur conférant, en droit ou en fait, le pouvoir de diriger l'activité de celles-ci, pour autant que :

a) ces sociétés ou toutes ou certaines de leurs filiales ou sous-filiales aient fait appel au public en Belgique en vue de l'émission ou du placement de leurs actions ou parts;

b) la valeur de leurs participations atteigne au total cinq cents millions de francs au moins ou représente la moitié au moins de leurs fonds propres;

2^o les sociétés de droit belge qui ont fait ou dont les filiales ou sous-filiales ont fait appel au public en Belgique en vue de l'émission ou du placement de leurs actions ou parts et qui sont filiales ou sous-filiales de sociétés ou institutions étrangères détenant, directement ou indirectement, dans des sociétés de droit belge, des participations dont la valeur atteint au total cinq cents millions de francs au moins ou qui représentent la moitié au moins de leurs fonds propres.

Ne sont pas soumises aux dispositions du présent arrêté les sociétés de droit belge régies par une loi particulière.

§ 2. — Pour l'application du présent arrêté :

1^o est considérée irréfragablement comme filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société, belge ou étrangère, dans laquelle la première société détient directement ou indirectement, personnellement ou par interposition, une participation représentant la moitié au moins du capital de cette autre société ou une participation à laquelle est attaché un pouvoir de vote égal à la moitié au moins des voix attachées à l'ensemble des actions et parts émises par cette société;

2^o est présumée, sauf preuve contraire, être filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société, belge ou étrangère, dans laquelle la première société détient directement ou indirectement, personnellement ou par interposition, une participation à laquelle est attaché un nombre de voix égal à la moitié au moins des voix présentes ou représentées à la dernière assemblée générale de cette autre société;

3^o est présumée, sauf preuve contraire, être filiale ou sous-filiale d'une société, toute autre société, belge ou étrangère, dans laquelle la première société exerce une domination assurée par un mécanisme, contractuel ou non, ou établie sur une quelconque situation de fait.

§ 3. — La société qui est, par un ou plusieurs des moyens définis au § 2, sous le contrôle de plusieurs sociétés agissant, à cet effet, de concert entre elles, est considérée comme filiale ou sous-filiale de chacune de ces sociétés. »

Art. 60.

Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. — § 1. — Aan de bepalingen van dit besluit zijn onderworpen :

1^o de vennootschappen naar Belgisch recht die participaties bezitten in een of meer Belgische of buitenlandse filialen waardoor ze, in rechte of in feite, de macht hebben om de activiteit van deze filialen te leiden, voor zover :

a) deze vennootschappen of alle dan wel sommige van hun filialen of subfilialen een beroep hebben gedaan op het publiek in België met het oog op de uitgifte of het plaatsen van hun aandelen of deelbewijzen;

b) de waarde van hun participaties in totaal ten minste vijfhonderd miljoen frank bedraagt of ten minste de helft vertegenwoordigt van hun eigen middelen;

2^o de vennootschappen naar Belgisch recht die zelf of waarvan de filialen of subfilialen een beroep op het publiek in België hebben gedaan met het oog op de uitgifte of het plaatsen van hun aandelen of deelbewijzen en die filialen of subfilialen zijn van buitenlandse vennootschappen of buitenlandse instellingen welke rechtstreeks in vennootschappen naar Belgisch recht participaties bezitten waarvan de waarde in totaal ten minste vijfhonderd miljoen bedraagt of ten minste de helft vertegenwoordigt van hun eigen middelen.

De vennootschappen naar Belgisch recht die door een bijzondere wet worden beheerst, zijn niet aan de bepalingen van dit besluit onderworpen.

§ 2. — Voor de toepassing van dit besluit :

1^o wordt onweerlegbaar als filiale of als subfiliale van een vennootschap beschouwd, elke andere vennootschap, Belgische of buitenlandse, waarin de eertgenoemde vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of door tussenplaatsing van personen, een participatie bezit die ten minste de helft vertegenwoordigt van het kapitaal van deze andere vennootschap of een participatie waaraan een stemrecht is verbonden gelijk aan ten minste de helft van de stemrechten verbonden aan het totale aantal door deze vennootschap uitgegeven aandelen en deelbewijzen;

2^o wordt, tot bewijs van het tegendeel, geacht filiale of subfiliale van een vennootschap te zijn, elke andere vennootschap, Belgische of buitenlandse, waarin de eerstgenoemde vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of door tussenplaatsing van personen, een participatie bezit waaraan stemrechten zijn verbonden gelijk aan ten minste de helft van de stemmen die op de jongste algemene vergadering van deze andere vennootschap aanwezig of vertegenwoordigd waren;

3^o wordt, tot bewijs van het tegendeel, geacht filiale of subfiliale van een vennootschap te zijn, elke andere vennootschap, Belgische of buitenlandse, waarin de eerstgenoemde vennootschap een overheersing uitoefent gegrond op een al dan niet contractueel mechanisme of gevestigd op welke feitelijke situatie dan ook.

§ 3. — De vennootschap die, door een of meer van de in § 2 bepaalde middelen, onder de controle staat van meerdere vennootschappen die, te dien aanzien, in onderling overleg handelen, wordt als een filiale of subfiliale van ieder van deze vennootschappen beschouwd. »

Art. 61.

L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 62.

A l'article 11, 1^o, du même arrêté, les mots : « articles 3, 4 et 10, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « articles 3 et 4 ».

SECTION III.

Modification de la structure en capital
de certaines sociétés.

Art. 63.

§ 1^{er}. — Sans préjudice aux dispositions du Titre II de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935, à l'article 108 du Titre V du Livre 1^{er} du Code de Commerce et à l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970, doivent être déclarées préalablement à la Commission bancaire, toutes opérations isolées ou groupées conduisant sous quelque forme que ce soit à l'acquisition par quiconque de titres ou parts, représentatifs ou non du capital ou du fonds social d'une société de droit belge qui, d'après son dernier bilan, dispose des fonds propres de 1 milliard de francs au moins, lorsque ces opérations :

1^o concernent un nombre de titres ou parts auxquels un pouvoir de vote de 10 % est au moins attaché ou

2^o portent à 10 % au moins le pouvoir de vote de l'acquéreur ou

3^o augmentent d'un pouvoir de vote d'au moins 5 % une participation comportant un pouvoir de vote d'au moins 10 % détenue par le même actionnaire ou associé.

Sont assimilés aux titres et parts visés à l'alinéa 1^{er}, les obligations convertibles en de tels titres ou parts ainsi que les obligations avec droit de souscription et les droits de souscription à de tels titres ou parts. Pour le calcul des pourcentages de pouvoir de vote visés à l'alinéa 1^{er}, les droits de conversion ou de souscription sont censés être exercés.

§ 2. — Pour le calcul des quotités prévues à la présente section, sont considérés comme acquis ou détenus par une même personne, l'ensemble des titres acquis ou détenus par des personnes morales entre lesquelles il existe un lien de filiation au sens de l'article 1 de l'arrêté royal n^o 64 du 10 novembre 1967 ou par des personnes physiques ou morales qui ont procédé de concert entre elles à des acquisitions ou qui ont conclu entre elles, en ce qui concerne les titres ou parts en cause, un pacte de votation.

§ 3. — Le présent article n'est pas applicable :

1^o aux opérations visées au § 1^{er}, effectuées par l'Etat belge, un autre pouvoir public belge ou un organisme de droit public régi par une loi spéciale;

2^o aux souscriptions à une augmentation de capital assorties d'un engagement de rétrocession aux actionnaires anciens;

Art. 61.

Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 62.

In artikel 11, 1^o van hetzelfde besluit worden de woorden : « artikelen 3, 4 en 10, lid 2 » vervangen door de woorden « artikelen 3 en 4 ».

AFDELING III.

Wijziging van de kapitaalstructuur
van sommige vennootschappen.

Art. 63.

§ 1. — Onverminderd de bepalingen van Titel II van het koninklijk besluit n^o 185 van 9 juli 1935, artikel 108 van Titel V van Boek I van het Wetboek van Koophandel en artikel 26 van de wet van 30 december 1970, moet vooraf aan de Bankcommissie kennis worden gegeven van alle alleenstaande of gegroepeerde verrichtingen die, in welke vorm ook, leiden tot het verwerven, door wie dan ook, van effecten of deelbewijzen welke al dan niet het kapitaal of het maatschappelijk fonds vertegenwoordigen van een vennootschap naar Belgisch recht die, luidens haar jongste balans, over eigen middelen beschikt van ten minste 1 miljard frank, wanneer die verrichtingen :

1^o betrekking hebben op een aantal effecten of deelbewijzen waaraan stemrechten zijn verbonden van ten minsten 10 % of

2^o de stemrechten van de koper op ten minste 10 % brengen of

3^o een door dezelfde aandeelhouder of vennoot aangehouden participatie met een stemrecht van ten minste 10 %, met een stemrecht van ten minste 5 % vermeerderen.

Met de in het eerste lid bedoelde effecten en deelbewijzen worden gelijkgesteld, de obligaties die in dergelijke effecten of deelbewijzen geconverteerd kunnen worden evenals de obligaties met intekenrecht en de rechten tot intekening op dergelijke effecten of deelbewijzen. Voor de berekening van de stemrechtpercentages waarvan sprake in het eerste lid, worden de conversie of intekenrechten geacht uitgeoefend te zijn.

§ 2. — Voor de berekening der in deze afdeling bepaalde quotiteiten worden geacht door eenzelfde persoon te zijn verworven of aangehouden, al de effecten die verworven of aangehouden werden door rechtspersonen tussen wie een band van filiatie bestaat overeenkomstig artikel 1 van het koninklijk besluit n^o 64 van 10 november 1967 of door natuurlijke dan wel rechtspersonen die samen aankopen hebben verricht of die, met betrekking tot bedoelde effecten of deelbewijzen, onderling een stemovereenkomst hebben afgesloten.

§ 3. — Dit artikel is niet van toepassing :

1^o op de in § 1 bedoelde verrichtingen die worden uitgevoerd door de Belgische Staat, een andere Belgische overheid of een publiekrechtelijk organisme waarop een speciale wet van toepassing is;

2^o op de intekeningen op een kapitaalverhoging waarvoor een verbintenis geldt tot wederafstand aan de vroegere aandeelhouders;

3° aux souscriptions effectuées lors de la constitution d'une société nouvelle qui ne reprend pas en tout ou en partie l'activité d'une société visée au § 1^{er}.

Art. 64.

La déclaration à la Commission bancaire est faite trente jours au moins avant la date projetée pour la réalisation de l'opération.

Toutes les parties à l'opération sont tenues de faire la déclaration, pour autant qu'elles aient connaissance de la réunion des conditions définies à l'article 63.

En cas d'application de l'article 63, § 2, la déclaration est faite par toutes les personnes physiques ou morales visées qui ont connaissance de la réunion des conditions prévues.

Art. 65.

Les déclarants fournissent à la Commission bancaire, conformément aux prescriptions fixées par celle-ci, une description complète des objectifs et des éléments de l'opération projetée, au plus tard le quinzième jour précédant la date prévue pour la réalisation de l'opération.

Art. 66.

Avant la date projetée au sens de l'article 64, la Commission bancaire adresse aux parties à l'opération visée à l'article 63, un avis motivé relatif au principe, aux conditions, aux modalités et à la date de réalisation de cette opération.

Le projet d'avis est adressé aux Ministres des Finances et des Affaires économiques au plus tard le huitième jour précédant la date susvisée. Les Ministres peuvent formuler toutes observations sur ce projet, justifiées par l'intérêt général en matière d'exécution du plan et de son financement.

Copie de l'avis est adressée à la société en cause, aux autres parties à l'opération connues de la Commission bancaire ainsi qu'aux Ministres des Finances et des Affaires économiques.

Art. 67.

Il ne peut être passé outre à l'avis de la Commission bancaire par les intéressés que moyennant l'autorisation des Ministres des Finances et des Affaires économiques, conformément à l'article 68.

Art. 68.

Dans les cas où l'avis de la Commission conclut à ce que l'opération ne soit pas réalisée ou à la réalisation de l'opération selon d'autres modalités ou à d'autres époques que celles projetées par les intéressés, les Ministres des Finances et des Affaires économiques peuvent, sur la demande des intéressés autoriser la réalisation de l'opération conformément aux éléments qui leur auront été communiqués par les demandeurs. Ceux-ci informent la Commission bancaire de cette demande.

3° op de intekeningen ten tijde van de oprichting van een nieuwe vennootschap die noch geheel noch gedeeltelijk de activiteit overneemt van een in § 1 bedoelde vennootschap.

Art. 64.

De kennisgeving aan de Bankcommissie geschiedt ten minste dertig dagen vóór de datum, die voor de verwezenlijking van de verrichting gepland is.

Alle bij de verrichting betrokken partijen zijn tot kennisgeving verplicht, voor zover zij ervan kennis hebben dat de in artikel 63 bepaalde voorwaarden vervuld zijn.

In geval van toepassing van artikel 63, § 2, moet de kennisgeving worden verricht door alle bedoelde natuurlijke of rechtspersonen die er kennis van hebben dat de gestelde voorwaarden zijn vervuld.

Art. 65.

De kennisgevers verstrekken aan de Bankcommissie een volledige beschrijving van de doelstellingen en van de bestanddelen van de ontworpen verrichting, overeenkomstig de voorschriften die de Bankcommissie bepaalt, uiterlijk de vijftiende dag die de voor de verwezenlijking van de verrichting geplande datum voorafgaat.

Art. 66.

Vóór de geplande datum als bedoeld in artikel 64, richt de Bankcommissie tot de partijen die betrokken zijn bij de in artikel 63 bedoelde verrichtingen, een gemotiveerd advies met betrekking tot het principe, de voorwaarden, de modaliteiten en de verwezenlijkingsdatum van die verrichting.

Het ontwerp van advies wordt uiterlijk de achtste dag voorafgaand aan de hierbovenbedoelde datum aan de Ministers van Financiën en van Economische Zaken voorgelegd. De Ministers mogen met betrekking tot dat ontwerp al de aanmerkingen maken die verantwoord zijn door het algemeen belang dat aan de uitvoering en de financiering van het plan is gehecht.

Een afschrift van het advies wordt gezonden aan de betrokken vennootschap, aan de andere door de Bankcommissie gekende partijen bij de verrichting evenals aan de Ministers van Financiën en van Economische Zaken.

Art. 67.

Over het advies van de Bankcommissie mag door de belanghebbenden niet worden heengestapt dan mits machtiging van de Ministers van Financiën en van Economische Zaken, overeenkomstig artikel 68.

Art. 68.

In de gevallen waarin het advies van de Commissie besluit tot het afraden van de verrichting of tot het voorstellen van andere modaliteiten of van andere tijdstippen voor de verrichting dan die welke door de belanghebbenden waren ontworpen, kunnen de Ministers van Financiën en van Economische Zaken, op verzoek van de belanghebbenden, de verwezenlijking van de verrichting toestaan overeenkomstig de elementen waarvan de belanghebbenden hun kennis hebben gegeven. Deze laatsten geven de Bankcommissie kennis van dat verzoek.

Les Ministres se prononcent dans le mois de la réception de cette demande. Ils peuvent subordonner leur autorisation au respect des conditions ou des délais qu'ils fixent. A défaut de décision dans le délai d'un mois, l'autorisation est réputée accordée.

Art. 69.

Sont déclarées par leurs propriétaires ou détenteurs à la société en cause, les participations dans le capital ou le fonds social des sociétés visées à l'article 63 conférant un pouvoir de vote de 10 % au moins.

Les modifications de plus de 5 % au pouvoir de vote attaché aux participations visées par le présent article sont également déclarées conformément à l'alinéa 1^{er}, sans préjudice de l'article 63.

Art. 70.

Les déclarations prévues à l'article 69 sont faites dans les trente jours de la création de la situation ou de l'opération de transfert des titres donnant lieu à déclaration.

Art. 71.

Sont punis des peines prévues à l'article 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales :

1° ceux qui réalisent une opération visée par l'article 63, sans avoir fait la déclaration préalable à laquelle ils sont tenus en vertu de cet article ou qui effectuent pareille opération en méconnaissance de l'interdiction faite par l'article 67 ou de la décision prise par les Ministres des Finances et des Affaires économiques sur la base de l'article 68;

2° ceux qui ne fournissent pas les renseignements qu'ils sont tenus de communiquer en vertu de l'article 65 ou qui fournissent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets;

3° ceux qui ne font pas la déclaration prévue aux articles 69 et 73, ou qui font sciemment une déclaration inexacte ou incomplète;

4° ceux qui, sciemment, usent des droits sociaux attachés à des titres ou parts visés à l'article 72 en méconnaissance des dispositions de cet article.

Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions punies par l'article 18.

Art. 72.

En cas de poursuite intentée ou de condamnation passée ou non en force de chose jugée du chef d'infraction aux articles 63, 67, 68, 69 et 73 le président du tribunal de commerce du ressort où la société intéressée a son siège, statue en référé sur l'action en suspension de l'exercice des droits sociaux attachés aux participations visées par la présente section.

De Ministers spreken zich uit binnen de maand na de ontvangst van dat verzoek. Ze mogen hun machtiging afhankelijk maken van het nakomen van de voorwaarden of de termijnen die zij bepalen. Is binnen de maand geen beslissing getroffen, dan wordt de machtiging geacht te zijn verleend.

Art. 69.

De participaties in het kapitaal of het maatschappelijk fonds van de in artikel 63 bedoelde vennootschappen die een stemrecht verlenen van ten minste 10 % worden door hun eigenaars of houders bij de betrokken vennootschap aangegeven.

De wijzigingen van meer dan 5 % in de stemrechten verbonden aan de in dit artikel bedoelde participaties worden eveneens overeenkomstig het eerste lid aangegeven, onverminderd artikel 63.

Art. 70.

De in artikel 69 bedoelde aangiften worden voor het eerst verricht binnen dertig dagen na het ontstaan van de toestand of de effectenoverdracht die aanleiding geeft tot aangifte.

Art. 71.

Met de straffen bepaald in artikel 204 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden gestraft :

1° zij die een verrichting als bedoeld in artikel 63 uitvoeren zonder daarvan vooraf de kennisgeving te hebben gedaan waartoe zij krachtens dat artikel gehouden zijn, of een zodanige verrichting uitvoeren met miskenning van het verbod als bedoeld in artikel 67 of van de beslissing van de Ministers van Financiën en Economische Zaken genomen op grond van artikel 68;

2° zij die de inlichtingen niet verstrekken welke zij krachtens artikel 65 gehouden zijn te verstrekken of die wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen verstrekken;

3° zij die de aangifte als bedoeld in de artikelen 69 en 73, niet doen of die wetens een onjuiste of onvolledige aangifte doen;

4° zij die wetens maatschappelijke rechten verbonden aan effecten of deelbewijzen, als bedoeld in artikel 72, aanwenden met miskenning van het bepaalde in dat artikel.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van Hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de door artikel 18 gestrafte inbreuken.

Art. 72.

In geval van vervolging of van al dan niet in kracht van gewijsde gegane veroordeling, ingesteld, respectievelijk uitgesproken op grond van overtreding van de artikelen 63, 67, 68, 69 en 73, doet de Voorzitter van de rechtbank van koophandel van het gebied waarin de betrokken vennootschap haar zetel heeft, in kortgeding uitspraak over de vordering tot opschorting van de uitoefening van de maatschappelijke rechten verbonden aan de in deze afdeling bedoelde participaties.

L'action est dirigée contre le propriétaire des titres. Elle est intentée par la Commission bancaire dans les cas visés aux articles 63, 67, 69 et 73 et par les Ministres des Finances et des Affaires économiques dans les cas visés à l'article 68.

En cas d'échange d'actions ou parts de conversion en actions d'obligations convertibles ou d'exercice de droits de souscription, l'ordonnance suspend l'exercice des droits sociaux attachés aux titres ou parts à provenir de la transformation, de la conversion ou de la souscription.

Le président du tribunal de commerce statuant sur la requête prévue à l'alinéa 1^{er} peut, soit à la demande des Ministres des Finances et des Affaires économiques ou de la Commission bancaire, soit d'office, désigner un séquestre chargé de la conservation des titres et de l'exercice de tout ou partie des droits qui y sont attachés. Après le prononcé de la suspension prévue à l'alinéa 1^{er}, il peut, en outre, en tout temps, procéder à la même désignation à la requête des Ministres des Finances et des Affaires économiques, de la Commission bancaire ou de tout intéressé.

En cas d'abandon des poursuites ou d'acquiescement définitif par le juge pénal, les mesures ordonnées par le président prendront fin de plein droit.

Le président peut, en outre, à tout moment rapporter, à la requête d'un des intéressés et après avoir entendu la Commission bancaire, les mesures ordonnées par lui.

Les ordonnances du président sont notifiées au propriétaire des titres en cause, à la société et, s'il échet, aux Ministres des Finances et des Affaires économiques et à la Commission bancaire.

Art. 73.

Les participations conférant un pouvoir de vote de 10 % au moins dans les sociétés visées par la présente section et existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi doivent être déclarées par leurs propriétaires ou détenteurs à la société et à la Commission bancaire dans les 30 jours de cette entrée en vigueur.

Art. 74.

Les dispositions de la présente section cessent d'avoir effet le 31 décembre 1980.

JUSTIFICATION.

Le projet de loi prétend créer un équilibre des sacrifices consentis par la collectivité en vue du redressement économique.

Dans ce but, le Gouvernement organise de façon stricte diverses mesures, d'ailleurs hautement critiquables, mais il omet de renforcer certaines mesures de contrôle de diverses situations qui sont à la base de l'inflation qu'il prétend combattre.

Tout d'abord, la relance ne peut réellement se produire que si les holdings sont tenus de pratiquer une politique déterminée conforme aux intérêts nationaux.

Le texte du projet relatif à cet objet pourrait constituer une base de discussion dans ce sens. Or, le Gouvernement en a accepté le report.

D'autre part, la loi relative au contrôle des banques et des caisses d'épargne... dite loi mammoth tarde à être mise réellement à exécution par la promulgation des arrêtés d'exécution.

Il est urgent de prendre les mesures nécessaires si l'on veut conjurer la spéculation sur les taux d'intérêt et sur les cours.

De vordering is gericht tegen de eigenaar van de effecten. Zij wordt ingesteld door de Bankcommissie in de gevallen als bedoeld in de artikelen 63, 67, 69 en 73 en door de Ministers van Financiën en van Economische Zaken in de gevallen als bedoeld in artikel 68.

In geval van omruiling van aandelen of deelbewijzen, conversie in aandelen van converteerbare obligaties of uitoefening van intekenrechten, schort het bevel de uitoefening op van de maatschappelijke rechten die verbonden zijn aan de effecten of deelbewijzen welke voortkomen uit de omvorming, de conversie of de intekening.

De voorzitter van de rechtbank van koophandel, uitspraak doende over de in lid 1 bedoelde vordering, kan, hetzij op vraag van de Ministers van Financiën en van Economische Zaken of van de Bankcommissie, hetzij van ambtswege, een sekwester aanstellen dat belast is met het bewaren van de effecten en met de uitoefening van alle daaraan verbonden rechten of van een deel ervan. Na een uitspraak van de in lid 1 bedoelde vordering tot opschorting, kan hij bovendien en ten alle tijde overgaan tot dezelfde aanstelling op verzoek van de Ministers van Financiën en van Economische Zaken, van de Bankcommissie of van ieder belanghebbende.

In geval van buitenvervolginstellen of van definitieve vrijspraak door de strafrechter nemen de maatregelen die door de voorzitter zijn gelast, van rechtswege een einde.

De voorzitter kan bovendien, ten alle tijde, op verzoek van een der belanghebbenden en na de Bankcommissie gehoord te hebben, de maatregelen die door hem werden bevolen, opheffen.

De bevelen van de voorzitter worden betekend aan de eigenaar van de betrokken effecten, aan de vennootschap en, in voorkomend geval, aan de Ministers van Financiën en van Economische Zaken en aan de Bankcommissie.

Art. 73.

De participaties welke reeds bestaan op het ogenblik dat onderhavige wet in werking treedt en die een stemrecht verlenen van ten minste 10 % in de vennootschappen bedoeld bij deze afdeling, worden door hun eigenaars of houders bij de betrokken vennootschap en bij de Bankcommissie aangegeven binnen dertig dagen na deze inwerkingtreding.

Art. 74.

De bepalingen van deze afdeling houden op uitwerking te hebben op 31 december 1980.

VERANTWOORDING.

Het wetsontwerp strekt er zagezegd toe de door de gemeenschap met het oog op het economisch herstel offers evenwichtig te verdelen.

Met dat doel vaardigt de Regering verschillende strenge en trouwens zeer betwistbare maatregelen uit, doch zij laat na bepaalde controle-middelen te verscherpen waardoor toezicht kan worden uitgeoefend op bepaalde toestanden die de oorzaak zijn van de inflatie die de Regering beweert te willen bestrijden.

Eerst en vooral kan het herstel er werkelijk maar komen indien de holdings er toe worden verplicht een bepaald beleid te voeren, dat in de lijn ligt van het nationaal belang.

De tekst van het desbetreffende ontwerp zou daarvoor een geschikt uitgangspunt kunnen zijn. Nu heeft de Regering aanvaard dit punt later te bespreken.

Anderzijds wacht men nog steeds op de uitvoering van de wet betreffende het toezicht op de banken en de spaarkassen — de zogeheten « Mammoetwet » — omdat de uitvoeringsbesluiten nog niet zijn uitgevaardigd.

Men dient dringend de nodige maatregelen te treffen, wil men speculatie inzake de rentevoet in de wisselkoers vermijden.

CHAPITRE IX (nouveau).

Sous un chapitre IX (nouveau) intitulé « *Le contrôle des changes* », ajouter un article 75 (nouveau), libellé comme suit :

Art. 75.

« Dans l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, relatif au contrôle des changes, il est inséré un article 1bis (nouveau), libellé comme suit :

Art. 1bis. — *Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, organise le contrôle de tous achats, ventes et arbitrages de monnaies étrangères. A cet effet, il délègue à l'Institut belgo-luxembourgeois du Change, le pouvoir de prendre des règlements relatifs à cette matière.* »

JUSTIFICATION.

La Belgique connaît le régime du double marché des changes, l'un réglementé, l'autre libre.

Ce système permet la fuite des capitaux qui, en ce moment, prend des proportions considérables.

Il peut en résulter une raréfaction des moyens de financement dont les incidences seront sensibles sur les capacités d'investir des entreprises privées.

D'autre part, l'Etat, par l'ampleur de son impasse budgétaire après dix mois de gestion de l'exercice 1975, risque ainsi de devoir faire appel à l'emprunt étranger, ce qui aggraverait encore la situation financière.

H. DERUELLES.

II. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. VAN OFFELEN.

Art. 31 à 39.

Supprimer ces articles.

JUSTIFICATION.

Le plan de relance comportait, dans sa première mouture, un programme assez équilibré de lutte contre l'inflation par la modération des revenus.

Au fur et à mesure que se sont poursuivies les négociations avec les partenaires sociaux, cet aspect du plan gouvernemental s'est vidé de sa substance, l'indexation étant maintenue pour une grande partie des revenus pendant que d'autres revenus faisaient l'objet d'un blocage : rémunérations mensuelles de plus de 40 250 F, loyers, dividendes, professions libérales.

Ce déséquilibre est injuste et dangereux.

Il est injuste car certaines catégories sociales sont frappées pendant que d'autres ne le sont pas.

Il est dangereux car un plan déséquilibré de lutte contre l'inflation finit par être une cause de récession. En effet, bloquer les dividendes menacera les investissements; bloquer les loyers ralentira encore la construction immobilière; bloquer les traitements au-delà d'un certain niveau découragera les cadres qui constituent l'un des moteurs les plus puissants de l'initiative économique.

Pour toutes ces raisons et en attendant qu'un plan équitable de modération des revenus soit mis sur pied, le présent amendement propose la suppression des articles 31 à 39.

J. VAN OFFELEN.

HOOFDSTUK IX (nieuw).

Onder een Hoofdstuk IX (nieuw) met als titel « *Wisselcontrole* » een artikel 75 (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

Art. 75.

« In de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole wordt een artikel 1bis (nieuw) ingevoegd, luidend als volgt :

Art. 1bis. — *De Koning richt, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, de controle in over elke aankoop, verkoop en arbitrage van buitenlands geld. Daartoe delegeert Hij aan het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel de bevoegdheid om terzake reglementen uit te vaardigen.* »

VERANTWOORDING.

In België bestaat het stelsel van de « dubbele deviezenmarkt » : een vrije en een officiële.

Door dit stelsel wordt kapitaalvlucht mogelijk en op dit ogenblik heeft deze een zeer grote omvang genomen.

Dit kan een aanzienlijke vermindering van de financieringsmiddelen meebrengen, wat een aanzienlijke weerslag zou hebben op de investeringsmogelijkheden van de privé-ondernemingen.

Anderzijds bestaat dan het gevaar dat de Staat — die na tien maanden uitvoering van de begroting voor het dienstjaar 1975 met een groot begrotingstekort staat — leningen in het buitenland moet aangaan, wat de financiële toestand nog zou versterken.

II. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER VAN OFFELEN.

Art. 31 tot 39.

Die artikelen weglaten.

VERANTWOORDING.

Het oorspronkelijke herstelplan bevatte een nogal evenwichtig programma ter bestrijding van de inflatie door beheersing van de inkomens.

Naargelang de onderhandelingen met de sociale partners vorderden, werd dat aspect van het Regeringsplan ontzenuwd, daar de indexering voor een groot deel van de inkomens behouden bleef, terwijl andere inkomens geblokkeerd werden, nl. de maandweden boven 40 250 F, de huurprijzen, de dividenden en de inkomens van de vrije beroepen.

Die onevenwichtige toestand is onrechtvaardig en gevaarlijk.

Hij is onrechtvaardig omdat bepaalde sociale categorieën wel en andere niet getroffen worden.

Hij is gevaarlijk omdat een onevenwichtig plan ter bestrijding van de inflatie uiteindelijk een oorzaak van recessie wordt. Als men immers de dividenden blokkeert, dan zal zulks de investeringen in het gedrang brengen; blokkeert men de huurprijzen, dan zal dat de woningbouw nog meer afremmen; blokkeert men de wedden boven een bepaald peil, dan zal zulks tot ontmoediging leiden van het hoger en leidinggevend personeel, dat een van de sterkste stuwkrachten voor het nemen van initiatieven op het economische vlak is.

Om al die redenen en in afwachting van een billijk plan tot matiging van de inkomens, stelt dit amendement voor de artikelen 31 tot 39 weg te laten.

III. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. BURGEON.

Art. 51.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Le deuxième alinéa de l'article 24 de la loi précitée du 30 décembre 1970 est complété comme suit : le pourcentage est porté à 75 % lorsqu'il est fait appel à des institutions publiques pour effectuer les études d'organisation, de gestion ou de promotion. »

W. BURGEON,
H. DERUELLES,
G. MATHOT,
A. BAUDSON.

IV. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. CLAEYS.

Art. 39.

Au § 5, compléter le premier alinéa par ce qui suit :

« Pour les contribuables visés au § 1, dont l'activité a débuté durant la période de référence et qui n'ont pas enregistré de bénéfices s'élevant à 10 % du chiffre d'affaires durant le premier exercice, est considérée comme exceptionnelle la partie dépassant les 10 % du chiffre d'affaires de cet exercice. »

JUSTIFICATION.

Il faut faire une distinction entre des entreprises débutantes et des entreprises établies. Etant donné que les entreprises débutantes ne font en général pas de bénéfices la première année et ne sont bien lancées que la deuxième année, il convient également de tenir compte de cette situation.

V. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Art. 51bis (nouveau).

Insérer un article 51bis (nouveau) libellé comme suit :

« Article 51bis. — Les dispositions de la loi du 29 juin 1975 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires seront également applicables aux investissements complémentaires en immeubles et outillages professionnels effectués en Belgique entre le 1^{er} janvier 1976 et le 30 juin 1976 inclusivement. »

III. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER BURGEON.

Art. 51.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Het tweede lid van artikel 24 van voornoemde wet van 30 december 1970 wordt aangevuld als volgt : het percentage wordt op 75 % gebracht wanneer een beroep wordt gedaan op openbare instellingen voor studies i.v.m. de organisatie, het beheer of de bevordering. »

IV. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER CLAEYS.

Art. 39.

In § 5, het eerste lid aanvullen met wat volgt :

« Voor de in § 1 bedoelde belastingplichtigen wier activiteit begonnen is gedurende het referentietijdperk en die tijdens het eerste boekjaar geen winst hadden die 10 % bereikte van het zakencijfer, wordt voor het boekjaar 1975 als uitzonderlijk beschouwd het gedeelte dat 10 % op het zakencijfer van dit boekjaar overtreft. »

VERANTWOORDING.

Het is noodzakelijk een onderscheid te maken tussen beginnende ondernemingen en gevestigde ondernemingen. Waar de beginnende ondernemingen gewoonlijk in het eerste jaar geen winst maken en het tweede jaar pas op dreef komen, moet ook daarmee rekening gehouden worden.

D. CLAEYS,
J. DUPRE.

V. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

Art. 51bis (nieuw).

Een artikel 51bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Artikel 51bis. — De bepalingen van de wet van 29 juni 1975 tot invoering van fiscale ontheffingen om de aanvullende investeringen te begunstigen zullen eveneens van toepassing zijn op de aanvullende investeringen in bedrijfsimmobilien en -outillering in België gedaan van 1 januari 1976 af tot en met 30 juni 1976. »

Toutefois, pour l'application du présent article, l'immunité prévue par la loi précitée du 29 juin 1975 s'applique aux bénéfices de la période imposable qui coïncide avec l'année 1976 ou, pour les contribuables qui tiennent leurs écritures autrement que par année civile, avec le premier exercice comptable clos après le 30 juin 1976. »

JUSTIFICATION.

Lors des travaux préparatoires de la loi précitée du 25 juin 1975, le Gouvernement s'était engagé à examiner en temps opportun s'il n'y avait pas lieu de la proroger. Il estime que la situation économique du moment justifie une prorogation de la loi précitée pour une période de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1976.

Le Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ.

VI. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. MATHOT.

Art. 52.

1) Compléter le § 2 par un nouveau alinéa, libellé comme suit :

« Toute dérogation sera obligatoirement précédée d'une consultation de la commission pour la régulation des prix. »

2) Compléter le § 4 par un nouveau alinéa libellé comme suit :

« Le Ministre des Affaires économiques consultera préalablement à l'octroi de toute dérogation pour un secteur, la commission pour la régulation des prix. »

G. MATHOT,
W. BURGEON,
M. LEVAUX,
H. DERUELLES,
G. CLERFAYT.

Nochtans wordt, voor de toepassing van dit artikel, de vrijstelling bedoeld bij voormelde wet van 29 juni 1975 toegepast op de winst van het belastbaar tijdperk dat samenvalt met het jaar 1976 of, wanneer de belastingplichtigen anders dan per kalenderjaar boekhouden, met het eerste boekjaar dat na 30 juni 1976 wordt afgesloten. »

VERANTWOORDING.

Tijdens de voorbereidende werkzaamheden van de voormelde wet van 25 juni 1975 heeft de Regering er zich toe verbonden te gepasten tijde te onderzoeken of ze niet diende te worden verlengd. Zij is van oordeel dat het in de huidige economische toestand aangewezen is bedoelde wet te verlengen voor een termijn van zes maanden, dit wil zeggen tot 30 juni 1976.

De Minister van Financiën,

W. DE CLERCQ.

VI. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER MATHOT.

Art. 52.

1) Paragraaf 2 aanvullen met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Iedere afwijking dient te worden voorafgegaan door een raadpleging van de commissie tot regeling der prijzen. »

2) Paragraaf 4 aanvullen met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De Minister van Economische Zaken zal, vooraleer in een sector enigerlei afwijking toe te staan, de commissie tot regeling der prijzen raadplegen. »